

Après le refus de dialogue des présidents des partis gouvernementaux

QUE LES CITOYENNES ET LES CITOYENS PRENNENT LA PAROLE !

Ce livre découle du problème de la crise de la concordance et de la capacité de gouverner des quatre plus grands partis suisses. Le contenu du livre est la recherche d'alternatives, à travers des réflexions communes, de dialogues entre responsables, par exemple les présidents des partis, y compris ceux qui pensent différemment. Le président de l'UDC a immédiatement accepté. Les trois autres ont, soit décliné tout de suite (Hans-Jürg Fehr, socialiste), soit hésité trois mois avant de refuser (F. Pelli, radical), soit pas répondu à ce jour (Ch. Darbellay, PDC). Tous trois ne manifestent apparemment aucun intérêt pour une discussion critique sur la concordance. Ils craignent la critique de Blocher – dans les deux sens du terme - et refusent d'imaginer un gouvernement sans UDC et son conseiller fédéral Blocher. Afin que cette attitude ne débouche pas sur un nouveau tabou, il n'y a qu'une façon d'agir :

Tous les électeurs, intéressés de savoir ce que leurs élus vont faire lorsqu'il s'agira d'élire le nouveau Conseil fédéral, doivent maintenant leur poser la question, lors des manifestations électorales, sur les sites internet des divers partis, lors d'interviews téléphoniques.

Andreas Gross

Ils parlent tous volontiers de concordance. Mais ils la réduisent à sa dimension purement arithmétique, alors qu'il s'agit bien plus d'un élément politique que de chiffres.

En 2003, c'était déjà le cas. Les présidents des partis Stähelin (PDC) et Maurer (UDC), tout comme les présidentes Langenberger (Rad.) et Christiane Brunner (PS) célébraient toutes et tous la concordance sans paraître se rendre compte que celle-ci n'existait déjà plus au sens où ils l'entendaient. Ils la réduisaient à une simple proportion électorale. Pourtant, le plus grand groupe du plus grand parti, le « groupe Blocher » de l'UDC, n'était pas représenté au Conseil fédéral. En effet, Samuel Schmid (UDC bernoise) ne pouvait pas supporter Christophe Blocher et souhaitait apporter des accents politiques tout à fait différents que ce dernier.

Cette transformation douce de la réalité de la concordance a débuté déjà dans la deuxième moitié des années 90, lorsque l'aile blochérienne de l'UDC a commencé sa marche vers le doublement de son électorat et que, simultanément, des deux UDC bernois se succédant au département militaire, Adolph Ogi et Samuel Schmid ont eu à défendre des positions au sein de leur département qui étaient, en partie, à l'opposé de celles de leur parti (interprétation de la neutralité, engagement de l'armée à l'étranger, adhésion à l'ONU, réforme de l'armée et de la politique de sécurité).

Ainsi se vérifie la vieille observation que si les choses changent en Suisse, c'est à peine si on remarque le changement. Personne n'a voulu discuter de cette contradiction avant les élections de 2003 et se poser la question des suites qui pouvaient en résulter. Ainsi, tous furent d'autant plus surpris le soir du dimanche électoral lorsque l'UDC présenta son ultimatum : soit un deuxième siège UDC avec Blocher, soit un Conseil fédéral sans UDC. Ce fut la stupéfaction. Quelques

heures plus tard, ils avaient déjà optempéré. Tout comme la presse, y compris celle réputée à tort comme étant critique, de tendance gauche-libérale (Tages-Anzeiger). Ils ont accepté le chantage de l'UDC au nom de la « concordance arithmétique ».

La question politique fondamentale, qui peut avec qui initier combien d'action politique commune et également trouver des majorités populaires, a été réduite au simple aspect « gouvernement proportionnel ». Capacité de créer des accords de gouvernement, aptitude au compromis constructif, cohérence, force de propositions, atténuation des frottements, maintien de la crédibilité, tout cela n'a véritablement intéressé personne. Toujours cette fidélité au principe : d'abord ne rien voir, ensuite s'incliner. Réfléchir est exigeant, la recherche de solution représente un risque. On devrait imaginer quelque chose de nouveau, essayer de l'inhabituel, risquer quelque chose. ??? Le plus bruyant et le plus agressif doit s'imposer, le pouvoir du plus fort et les chiffres, voilà ce qui compte.

Ce livre expose au mieux les conséquences de cette approche, dans toutes leurs dimensions. L'ancien conseiller fédéral Koller a rassemblé les données chiffrées (page...). Le constat est éloquent : jamais dans l'histoire, un conseiller fédéral, Monsieur Blocher, n'a obtenu si peu de soutien dans les scrutins populaires, jamais il n'a fait une impression aussi conflictuelle, jamais il n'a commis une politique aussi unilatérale (monomaniaque ?). Et jamais la Suisse n'a été dirigée de pareille façon, par sept conseillers fédéraux qui se déchirent souvent et se marquent à la culotte toujours, au lieu d'un Conseil fédéral uni *dans la recherche de l'intérêt commun et du respect de l'Etat de droit*.

2007 comme en 2003, aucune discussion ?

Dans de telles conditions, on aurait pu imaginer que la disparition pratique de la Concordance, base du fonctionnement de notre Etat, soit reconnue comme un vrai problème et que beaucoup seraient prêts à y réfléchir et chercher comment on pourrait peut être essayer de faire mieux après les élections. En bonne logique, c'est avant les élections que l'on devrait dire ce que l'on va faire différemment après les élections. On pourrait aussi comprendre le résultat des élections comme un « mandat ». Mais peut-on recevoir un mandat pour un but que personne ne connaît ?

Nous n'en sommes pas là. Les présidents des partis s'affirment tous partisans de la Concordance, mais aucun ne veut admettre qu'elle n'existe plus. La contradiction est tue. Et les relais de l'opinion publique (les médias ?) ne sont pas si pluralistes, ni si critiques qu'ils puissent imposer un langage clair aux directions de partis. De même, nous ne sommes pas parvenus à convaincre les présidents des partis de s'exprimer sur le sujet chacun ayant ses propres motivations.

Des arguments divers

Le parti socialiste est contre un conseiller fédéral Blocher et il ne le réélira pas en décembre 2007, comme il l'avait déjà fait en 2003. Cependant sur la question de savoir si ce fait rend nécessaire une discussion sur cette présence de l'UDC au Conseil fédéral, Hansjürg Fehr ne veut pas se prononcer « maintenant ». Il considère que ce serait faux. Cependant, en tant que socialiste, on pourrait se plaindre de ne pouvoir élire un candidat UDC que le parti n'aurait pas proposé, alors qu'à trois reprises, en 1959, 1973 et en 1983, les partis bourgeois ont élu d'autres socialistes que ceux proposés par le PS. Pourquoi l'UDC ne pourrait-elle pas vivre une telle situation. Peut-on parler de concordance, quand un grand parti ne peut pas du tout s'identifier à

ses représentants au Conseil fédéral ? Le PS craint-il la discussion fondamentale sur l'impossibilité actuelle de la concordance, de peur qu'elle ne débouche sur l'éventualité de son exclusion du gouvernement ? Recule-t-il devant le débat parce qu'il sait que, au moins en Suisse alémanique, une légère majorité des électeurs pencherait plus vers l'UDC que vers le PS ?

Le président du PDC Darbellay n'apprécie pas particulièrement le conseiller fédéral Blocher. Il dit très ouvertement qu'il ne sait pas s'il le réélira. Mais, dans un livre, débattre en toute transparence de l'UDC en général et de Blocher en particulier, c'est autre chose. Le blochérisme s'est bien infiltré dans le groupe parlementaire PDC, en particulier dans son noyau dur. Le débat critique sur les questions fondamentales y a été trop longtemps négligé pour pouvoir l'ouvrir, avec de nouvelles perspectives, si près des élections fédérales. Le vieux réflexe anti-gauche joue encore. Alors que le PDC a des positions de principe pas très éloignées de celles du PS et qu'une collaboration sporadique pourrait être envisagée, Darbellay paraît déchiré. Quand il a vu comment Pelli et Fehr esquivaient le débat, il était d'accord d'apporter sa contribution au livre. Durant la session d'été, nous avons fixé une rencontre le dernier jeudi à 8 heures. Le président PDC apparut, fatigué d'avoir travaillé tard dans la nuit et s'excusant de ne pouvoir s'engager de ce fait, mais promettant de répondre par Email, réponse que nous n'avons pas reçue à ce jour.

Le plus difficile à comprendre est Fulvio Pelli, président tessinois du parti radical suisse. C'est un intellectuel politique qui apprécie le débat. Mais, étant donné la misère de son parti, il craint d'être lui-même. Il ne sait que trop, combien son parti penche vers les thèses de l'UDC. Ainsi, il n'y a pas seulement qu'à Zurich où les radicaux ont fait alliance avec l'UDC, mais également à Bâle, dans le canton de Vaud et même à Neuchâtel. Pelli a peur d'apparaître comme un anti-blochérien militant s'il donne son avis dans un livre *marqué à gauche*. Pourtant ce serait précisément le signe qu'il peut rester lui-même, alors qu'avec son attitude *c'est plutôt un signe de faiblesse qu'il donne*. Pelli a craint également que le livre puisse influencer sur le débat public, une surestimation des possibilités du livre dont j'ai tenté vainement de le dissuader. Lorsqu'il a fixé, comme souhaité, son propre agenda radical et, en mai, engagé ses tentatives bilatérales de grande concordance (les radicaux proposaient des accords thématiques avec chacun des autres partis gouvernementaux et c'est avec le PS qu'ils auraient pu trouver le plus rapidement des ouvertures dans les domaines de l'armée, de la formation en général et de l'accompagnement des enfants), je l'ai invité encore une fois par Email à s'exprimer sous forme d'interview. Il m'a promis de lire les questions, mais il n'a pas voulu consentir à participer véritablement à la discussion et, surtout, encore moins à la rendre publique.

Naturellement, aussi bien Darbellay que Pelli souffrent de l'érosion de leurs partis. Les radicaux comme le PDC, en l'espace de 12 ans, ont perdu un tiers de leur électorat au profit de l'UDC. Pourtant, durant ce laps de temps, ils se sont toujours plus souvent (acoquinés à ?) rapprochés de l'UDC, à l'extérieur comme à l'intérieur du parlement, et malgré cela, ou précisément à cause de cela, ils ont perdu. Aujourd'hui, il apparaît que les radicaux craignent, à trop critiquer l'UDC, de perdre leur deuxième siège au Conseil fédéral, comme cela a été le cas il y a quatre ans pour le PDC. *Aux deux partis, il manque le courage d'envisager de construire avec le PS puisse un consensus minimal permettant de sortir de l'impasse actuelle, par exemple sur le modèle de l'ancien conseiller fédéral Koller,*

En automne, le silence de l'été peut être rompu.

Questions sur questions. En discuter serait évidemment aussi beau et important que dérangeant et dangereux. Avant les vacances d'été, les directions des partis espéraient que le silence apporterait plus d'avantages qu'un discours clair, *honnête*, teinté d'autocritique. Nous osons douter que ce soit encore le cas après les vacances. Toutes les citoyennes et tous les citoyens intéressés aux élections se poseront la question. Ils pourront interpellier chaque candidate et candidat lors des débats publics plus ou moins contradictoires, lors des appels à la radio, sur les sites internet des partis et des candidats et ainsi ouvrir la discussion

Demandez donc aux candidats radicaux et PDC s'ils sont prêts à privilégier une collaboration avec l'UDC plutôt qu'avec le PS et si oui, pourquoi ? S'ils ont peur de la façon dont l'UDC et le conseiller fédéral Blocher violent les principes des droits politiques et humains ? S'ils ne craignent pas une nouvelle érosion des partis du centre s'ils persistent à jouer le jeu de l'UDC ? Si un système à deux partis opposés serait vraiment bon pour la Suisse, alors qu'elle a été créée, imprégnée, par le centre ?

Les candidats du parti socialiste peuvent également se poser de bonnes questions. Par exemple, le conseiller fédéral Blocher n'a-t-il pas déclaré qu'il voulait reléguer après les élections les deux collègues socialistes sur la voie de garage des deux départements les plus faibles, à savoir défense et sports, ainsi que justice et police ? Ne serait-il pas plus intelligent de réfléchir avant les élections, à de meilleures solutions qui permettraient de moins dépendre de Blocher et de l'UDC ? Le PS peut-il vraiment combattre Blocher et simultanément accepter l'UDC comme elle est aujourd'hui ? La crédibilité du PS va-t-elle souffrir d'un conseil fédéral toujours dominé par Blocher ? Dans ce cas quel prix le PS va-t-il payer. Le PS craint-il d'autres solutions parce qu'il se sent lui-même trop faible dans sa capacité de mobilisations interne et externe pour réussir à l'emporter dans les consultations populaires avec une « petite concordance sans UDC » face à l'UDC et son potentiel de l'ordre de 40% d'électorat national-conservateur ?

Finalement, ne serait-il pas tout à fait fondamental – dans la pleine logique de la démocratie représentative- de légitimer avant les élections ce qui devrait être amélioré après ? N'est-ce pas aussi valable, aussi bien pour les méthodes – avec qui gouverner et comment – que pour les contenus qui devront aussi encore recueillir des majorités dans les consultations populaires ?

Pour nous, la réponse est un OUI clair et net. Et nous vous invitons à poser ces questions et d'autres, partout où vous le pourrez, lors des prochaines semaines, afin que la discussion s'engage véritablement sur les lacunes dont souffre la Suisse depuis quatre ans.